

Cohérence à long terme d'un projet démarré en 2003. Vision du gouvernement pour la recherche.

(D. De Villepin, G. De Robien, F. Goulard) [Figaro, repris par SLR, 2003]

- La France s'est engagée à respecter la directive européenne recommandant de porter à 3 % du PIB l'effort de recherche en 2010
- Création d'un Conseil National de la Recherche.
- Projet : **faire de la France la première nation scientifique européenne en 2007** ;
- **Doublement en cinq ans du financement de la recherche publique**, parallèlement à l'adoption de la réforme
- Création de **sept à dix fondations nationales de recherche (FNR)** consacrées chacune à un domaine prioritaire dont la liste et les intitulés précis restent à définir.
sciences de la vie, biotechnologies et santé ; nanotechnologies et électronique ; environnement et énergies nouvelles ; mathématiques, chimie et physique ; sécurité et défense ; informatique ; terre, univers et aérospatial ; sciences humaines et sociales ; sciences nouvelles et transversales, serait entièrement dédiée aux projets scientifiques hors normes ou très innovants.
- Large **autonomie de gestion et de décision**, avec à leur tête, un **directeur-général nommé en Conseil des ministres pour cinq ans**, assisté d'un conseil scientifique international, **les fondations se verraient confier tout ou partie (dans une proportion qui reste à définir) de la dotation que l'Etat verse aux EPST (1)**, comme le CNRS, l'Inserm (recherche médicale) ou l'Inra (recherche agronomique), **et aux laboratoires universitaires** pour financer leurs projets de recherche.
- Elles seraient également alimentées par des fonds européens (6e PCRD), des contrats industriels, des revenus de licence ainsi que par des dons et legs dont le volume devrait croître fortement grâce à de **nouvelles incitations fiscales**.
- Dynamiser et de **mettre en concurrence les laboratoires**, de **rémunérer les chercheurs à un niveau international compétitif** et **d'inciter au rajeunissement des équipes de recherche**.

Le temps des réformes.

2004–2005 (Raffarin, F. Fillon (finances), C. Haigneré)

- **2003 suite** : annulations de crédits, baisse des budgets (30% selon SLR). Gel des dépenses de l'Etat.
- **2004** : B. Larrouturou réforme le CNRS. (Usine à gaz, abandonnée plus tard.) Pas de poste universitaire, suppression de 550 postes dans les EPST. Restructuration de l'INSERM et baisse du budget.
- **2004** : Mise en place du Collectif Sauvons la Recherche.
- **février 2004** : SLR prépare des Etats Généraux de la Recherche.
- **9 mars 2004** : **Directeurs d'Unités : démission collective des responsabilités administratives.**
- **mars–avril 2004** : Vagues de manifestations de chercheurs. Sympathie du public.
- **mai 2004** : Le gouvernement promet un milliard pour la recherche pour 2005 et quelques rétablissements de postes.
- **octobre 2004** : Assises Nationales des Etats Généraux de la Recherche, à Grenoble. Demande de prise en compte dans la Loi d'Orientation et de Programmation (LOP) 2005.
- **automne 2004** : L'Etat présente de projet d'ANR (financé par des privatisations). Projet des pôles de compétitivité (dont Saclay), des PRES, projet de recrutements post-post doc à l'INSERM (sur contrats "Avenir" 3-6 ans), déguisement des comptes publics...
- **2004++** : SLR : les réformes en cours sont perpendiculaires aux propositions faites lors des Etats Généraux de la Recherche.
- **2006** : Création du Haut Conseil de la science et la technologie, auprès du Président de la République. Fondations de coopération scientifique.
- **janvier 2007** : L'ANR devient établissement public à caractère administratif.
- **mars 2007** : Création de l'AERES (loi de programmation pour la recherche). Autorité indépendante, mais dont les membres sont només par décret (!)
- **mai 2007** : élections présidentielles.

La France d'après

N. Sarkozy, Darcos, V. Péresse.

- **août 2007** : loi LRU. Nouvelle organisation dans un délai d'un an, et de nouvelles compétences dans un délai maximal de cinq ans. Elle change également le système de gouvernance de l'université (rôles des conseils centraux et du président d'université) et met en place un dispositif de pré-inscription à l'université.
- **2007** : Loi LRU. Des craintes (concentration des pouvoirs, retour du mandarinat, questions sur la mise en application, sur le financement) mais pas de rejet massif de cette loi par les universités. Refus d'étudiants (droits d'inscription...), syndicats étudiants divisés sur la question.
- **2008** : SLR : moratoire sur l'ANR et l'AERES (4000 signataires).
- **9 décembre 2008** : Assises européennes de l'innovation. (Sarkozy, Péresse) Lisbonne toujours.
- **10 décembre 2008** : AG (70 personnes) à la Sorbonne. Avec collectif PAPEREA. Réaction aux assises. Masterisation de la formation des maîtres.
- **janvier 2009** : LRU : 20 universités autonomes, sur 85.
- **janvier 2009** : Décret d'application de la loi LRU sur les E-C. La goutte qui fait déborder le vase.
- **20 février 2009** : Première coord. Nat des Universités, à Nanterre. La revendication : pour une nouvelle loi (\neq loi LRU) y est déjà explicite.

Depuis deux mois

N. Sarkozy, Darcos, V. Péresse.

- **janvier 2009** : Décret d'application de la loi LRU sur les E-C. La goutte qui fait déborder le vase.
- **20 février 2009** : Première coord. Nat des Universités, à Nanterre. La revendication : pour une nouvelle loi (\neq loi LRU) y est déjà explicite.
- **22 février 2009** : Le fameux discours de Sarkozy, il pose clairement les intentions et la considération à notre égard du chef de l'Etat.
- A partir de là, réunion des différentes revendications en un front unitaire. Spécialement : universités, EPST, formation des maîtres. Depuis la fin février, grève active, "l'université s'arrête", occupations diverses et courtes, modes d'action variés, "printemps des chaises", "ronde infinie des obstinés" -une nécessité : tenir sur la durée-.
- **Coordination des universités** : la 7eme réunion à Strasbourg le 23 mars.
- **Coordination des laboratoires** : initiée le 12 mars à Paris.
- **Coordination des doctorants et chercheurs non titulaires** : initiée le 16 mars à Paris.
- **Négociations** : V. Péresse n'accepte de négocier que sur le décret régissant les charges des E-C... puis la mastérisation. Tente de jouer sur les divisions syndicales. Mais le mouvement ne s'appuie pas entièrement sur les syndicats : SLR, SLU, coordinations nationales.
- **Négociations** : Darcos et Pécresse repoussent quelques échéances (invalidées par les grèves administratives diverses, ex. maquettes mastérisation), mais ne cèdent rien sur le fond.
- **Revendications** : Depuis le 22 février, les revendications sont devenues globales, et englobent l'ensemble des réformes depuis 2003 : ANR, AERES, EPST, financement, collégialité, externalisation, mise en concurrence, précarisation...
- **Directeurs d'unités, le 16 mars** Ultimatum : Menace de démission et départ symbolique à l'étranger.

L'Europe, quelques citations

- **Attribué à P. Seguin** : "droite et gauche sont les détaillants du même grossiste, l'Europe."
- **Traités** : Lisbonne 1997, **Bologne 1999** (signé par C. Allegre), Prague (2001), Berlin (2003), Bergen (2005) and London in Spring 2007.
- **Mouvements sociaux** : Espagne (depuis un an) Danemark, Italie (fin 2008, et 18 mars 2009), Finlande (mars) -tenu à jour sur le site de SLU-.
- **Traités futurs** : Lisbonne 2 en 2010.
- **Ce qui nous arrive** : "A mi-parcours de l'échéance de 2010, date butoir pour la réalisation de l'espace européen de l'enseignement supérieur, le rapport témoigne de façon très concrète d'un déplacement des priorités dans le **processus de Bologne : après avoir, jusqu'ici [en 2005], mis l'accent sur l'introduction de législations-cadres, il s'agit désormais d'assurer une mise en oeuvre réussie et durable des réformes au sein des établissements.**" [Rapport de l'European Universities Association, 2005]